



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Juillet-août-
septembre 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, événements, actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 10\)](#)

Armement et économie de défense, Questions régionales Sud, Défense et société

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 12\)](#)



[À VENIR \(p. 15\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Étude de l'IRSEM n° 59

« [France and Poland Facing the Evolution of the Security Environment](#) »
by Barbara JANKOWSKI and Amélie ZIMA (eds.), July 2018, 106 p.

The purpose of this study is to propose an analysis of the security environment in the late 2010s. For several years now, the states of the European continent have been facing renewed tensions and political uncertainties. On the one hand, the annexation of Crimea, which constitutes a major break in respect of international law, and the war in the Ukrainian Donbass impacts the European stability. On the other hand, the election of Donald Trump as President of the United States has raised many questions and instilled doubt about solidarity among allies. Brexit poses a challenge to the construction of the European Union since, for the first time, a state has used article 50 of the Lisbon Treaty

allowing the exit of a state, which means that the debate on the EU's future no longer only concerns the practical criteria for deepening European integration but also the appropriateness of this integration. However, the initiatives of European states demonstrate their resilience and their ability to respond to security challenges.



Note de recherche n° 58

« [Le droit international dans la Stratégie nationale de la cybersécurité](#) », par François DELERUE et Aude GÉRY, 11 juillet 2018, 6 p.

Cette note recense et analyse les différents points de droit international présents dans la *Stratégie nationale de la cybersécurité* rendue publique en février 2018. La *Stratégie nationale de la cybersécurité* réaffirme la position française déjà exprimée dans le Livre blanc de 2013 et constitue, de l'avis des auteurs, un des documents les plus complets jamais présentés par la France sur son approche du droit international.



Note de recherche n° 59

« [Cyberopérations et droit international. De l'opportunité de saisir la Commission du droit international des Nations unies de la question du droit international applicable aux cyberopérations](#) », par François DELERUE, 17 juillet 2018, 8 p.

Le droit international est applicable au cyberspace et la question est donc aujourd'hui de déterminer comment les normes du droit international doivent être interprétées pour être appliquées aux cyberopérations. Différentes initiatives ont eu pour objectif de traiter, au moins partiellement, cette question. Ainsi, les travaux des cinq groupes d'experts gouvernementaux successifs, chargés d'examiner les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale (UNGGE), et les deux éditions du Manuel de Tallinn sur le droit international applicable aux cyberopérations publiées par Cambridge University Press en 2013 (*The Tallinn Manual on the International Law Applicable to Cyber Warfare*) et 2017 (*The Tallinn Manual 2.0 on the International Law Applicable to Cyber Operations*) sont les processus les plus aboutis en la matière. Cette note invite le lecteur à envisager l'opportunité de continuer les discussions et négociations internationales sur le droit international applicable aux cyberopérations dans d'autres enceintes, et plus précisément au sein de la Commission du droit international des Nations unies (CDI), et compare cette possibilité aux travaux des UNGGE et des deux éditions du Manuel de Tallinn.



Note de recherche n° 60

« [La participation des femmes aux luttes armées. Pour un renouvellement des approches de l'acteur combattant](#) », par Camille BOUTRON, 25 juillet 2018, 9 p.

Cette note de recherche propose de nouvelles pistes de réflexion sur l'expérience combattante féminine. Se focalisant sur la participation des femmes aux groupes armés non étatiques après la Seconde Guerre mondiale et s'intéressant plus particulièrement à l'expérience latino-américaine, elle traite deux aspects du sujet. D'une part, elle formule l'hypothèse d'une émancipation par les armes, étudie les ressorts de l'engagement des femmes au sein des insurrections armées dans un contexte de décomposition des

empires coloniaux et d'émergence de mouvements de « libération nationale », et montre que cette participation féminine est influencée par l'émergence des théories féministes pendant la même période. D'autre part, elle examine les conséquences de l'engagement des femmes dans les conflits armés sur l'ensemble de leur trajectoire de vie en posant la question de leur réinsertion dans la vie civile. La sortie de conflit s'accompagne généralement d'une injonction faite aux femmes combattantes de retrouver leur rôle traditionnel au sein de la sphère domestique. La note met enfin en relation l'analyse de l'expérience combattante féminine et l'étude des conflits armés contemporains.

Rapport conjoint CAPS-IRSEM



[Les manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties](#), août 2018, 212 p.

Les manipulations de l'information ne sont pas nouvelles mais ont pris une dimension sans précédent en raison des capacités inédites de diffusion et de viralité offertes par internet et les réseaux sociaux, ainsi que de la crise de confiance que vivent nos démocraties. Ce phénomène s'est manifesté par plusieurs ingérences électorales ces dernières années ; il menace les démocraties et la souveraineté de leurs institutions. Le CAPS et l'IRSEM ont donc uni leurs forces pour l'étudier.

Ce rapport est le fruit d'une enquête de terrain (une centaine d'entretiens menés dans une vingtaine de pays) pour mieux saisir la nature du problème et identifier les bonnes pratiques mises en œuvre par les États et les sociétés civiles. Il s'appuie également sur l'abondante littérature scientifique disponible. Il examine les causes, les conséquences et les réponses aux manipulations de l'information d'origine étatique et visant les populations d'autres États, avant de formuler 50 recommandations d'action.

Présenté pour la première fois le 28 août 2018 à l'occasion de la XXVI^e conférence des Ambassadeurs et des Ambassadrices organisée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, il est officiellement présenté le 4 septembre 2018 à l'École militaire, dans une conférence ouverte par Florence PARLY, ministre des Armées.



Joint report by the CAPS-IRSEM

[Information Manipulation: A Challenge for Our Democracies](#), August 2018, 208 p.

Information manipulation is not a new phenomenon, but it has taken on an entirely new dimension because

of the unprecedented capacity of the internet and social networks to diffuse information and render it viral, and the crisis of confidence that our democracies are currently experiencing. This phenomenon has manifested itself in recent years through various electoral interferences; it threatens democracies and the sovereignty of their institutions. The CAPS and the IRSEM have thus joined forces to study this issue.

This report is the product of field research (around a hundred interviews in twenty countries) in order to develop a better understanding of the nature of the problem and identify good practices put in place by States and civil society. Our research is equally based on the abundant scientific literature on the subject. This report examines the causes, the consequences, and the responses to information manipulation of State origin which targets the populations of other states, concluding with a list of 50 recommendations for action.

This is the English translation of the French document which was first presented on 28 August 2018, on the occasion of the 26th "Conference of Ambassadors" organized by the Ministry for Europe and Foreign Affairs, and officially launched on 4 September 2018 at the Military School, at a conference which was opened by Florence PARLY, Minister for the Armed Forces.



Note de recherche n° 61

« [La technique au service de l'efficacité. Un dialogue entre les traditions martiales et militaires](#) », par Matthieu DEBAS, 20 septembre 2018, 9 p.

Face à l'accélération du phénomène technologique, les arts martiaux traditionnels d'Asie offrent des clés pour prendre du recul, avancer vers la maîtrise des outils techniques et atteindre *in fine* une réelle efficacité dans l'action. On comprend à l'aune de cette étude que la perception de l'efficacité est changeante selon l'influence culturelle, mais que certaines clés d'accès à la maîtrise sont universelles. Ainsi le réa-

lisme et l'intensité de l'entraînement nous conduisent à mobiliser l'ensemble de nos facultés pour percevoir le réel avec justesse et assimiler les gestes appropriés. La maîtrise transcende alors les capacités du pratiquant, si bien que le recours à la technique elle-même se révèle de moins en moins nécessaire.



Note de recherche n° 62

« [Vulnérabilité et protection des réseaux électriques. Approches comparées Union européenne - États-Unis](#) », par Angélique PALLE, 28 septembre 2018, 18 p.

L'électricité est une composante vitale du mode d'organisation de nos sociétés : l'approvisionnement en eau, la conservation de la nourriture, l'ensemble de l'économie mondialisée et des modes de communication en dépendent. Les sociétés occidentales (on s'intéresse ici au cas de l'Union européenne et des États-Unis) ont fait reposer leur approvisionnement en électricité sur des réseaux d'infrastructures qui assurent la production et la distribution de la ressource. Ces réseaux sont des éléments stratégiques de la défense et de la sécurité nationale qui ont été et redeviennent depuis quelques années des cibles lors de conflits ou d'attaques terroristes.

ÉVÉNEMENTS

2 juillet : Conférence « The Future of EU/NATO relations ».



Le 2 juillet 2018 s'est tenue à l'École militaire une conférence co-organisée par l'IRSEM et le Collège de défense de l'OTAN sur le thème de l'avenir des relations entre l'Union européenne (UE) et l'OTAN. La conférence a réuni une quin-

zaine d'intervenants venus de toute l'Europe, aussi bien des universitaires de renommée internationale sur la question (Jolyon Howorth, Harvard) que des *think tankers* (Atlantic Council, Estonian Foreign Policy Institute, EU-ISS, IFRI, PISM, RAND) et des officiels représentant l'UE, l'OTAN et le ministère français des Armées. À un peu plus d'une semaine du sommet de l'OTAN, la discussion a porté notamment sur l'évolution du lien transatlantique et la quête d'autonomie stratégique de la part des Européens. Les principaux thèmes de la coopération UE-OTAN ont fait l'objet d'études de cas (ciel unique européen, lutte contre les menaces hybrides, mobilité militaire). Des panels étaient également consacrés au dilemme entre priorité au Sud et priorité à l'Est au sein des deux organisations et aux perspectives futures de rapprochement aussi bien dans le domaine capacitaire que dans le celui des forces d'intervention rapide. La journée s'est conclue par un débat entre praticiens.

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne

11 juillet : Rencontre avec le Centre de recherche de l'Armée de l'air.



Le 11 juillet, le directeur et le directeur scientifique, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Jean-Vincent HOLEINDRE, étaient en visite à Salon-de-Provence à l'École de l'air pour rencontrer le CReA (Centre de recherche de l'Armée de l'air) et ses chercheurs.

Accueillis par la sous-lieutenant Camille TROTOUX, de l'équipe Organisations de défense et études de sécurité du CReA et doctorante de Jean-Vincent HOLEINDRE, et par Christophe PAJON, conseiller scientifique du Centre de recherche de l'Armée de l'air, MM. JEANGÈNE VILMER et HOLEINDRE ont échangé en début de matinée avec le général AUTELLET, commandant de l'École de l'air, sur la façon dont un partenariat entre le CReA

et l'IRSEM pourrait s'envisager. L'IRSEM a ensuite eu la chance de visiter le Centre excellence drone de l'École de l'air (CED). Rattaché au CReA, son activité porte sur la recherche et l'expérimentation en ingénierie et innovation technologique à destination de l'Armée de l'air. Il est également chargé d'étudier la possibilité de l'utilisation de nouvelles technologies. Le CED dispose d'un simulateur de pilotage de drones, que le directeur et le directeur scientifique de l'IRSEM ont pu expérimenter.

La journée s'est poursuivie par une présentation du fonctionnement du CReA par Christophe PAJON. Divisé en cinq domaines, touchant tant les sciences humaines et sociales que les sciences de l'ingénieur, le CReA veut apporter une valorisation de la formation militaire au profit de l'École de l'air, une expertise appliquée en direction de l'Armée de l'air, et une recherche académique poussée pour participer à la diffusion scientifique dans le champ des études militaires en général.

Véritable centre de recherche pluridisciplinaire, le CReA peut avoir des points communs avec l'IRSEM. Une collaboration et un travail commun sur certaines thématiques et certains sujets peuvent être envisagés à l'avenir. Les deux centres de recherche ne pourraient en sortir que renforcés.

Alexandre TRIFUNOVIC
Assistant de recherche

28 juin au 7 juillet : Mission Jeanne d'Arc.

Du 28 juin au 7 juillet 2018, Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a embarqué à bord du BPC *Dixmude* dans le cadre de la mission Jeanne d'Arc pour donner des conférences et des cours aux élèves officiers de marine, aux élèves commissaires et aux futurs officiers des affaires maritimes sur plusieurs thématiques liées à l'histoire récente et à la géopolitique du Moyen-Orient, participant ainsi à l'une des missions de l'IRSEM qui couvre l'éducation et l'interaction au profit des forces armées françaises.

Pierre RAZOUX
Directeur du domaine « Questions régionales Nord »

19 juillet : Wargaming « Syrie post-Daech ».

Le 19 juillet 2018, Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a animé une session de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM centrée sur la Syrie post-Daech. Cette séance animée et très appréciée, qui a mobilisé une quinzaine d'experts civils et militaires, d'étudiants et de chercheurs, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Levant, dans un contexte marqué par les fortes tensions suivant le retrait unilatéral américain de l'accord nucléaire iranien, la montée des tensions entre Israël et l'Iran et la posture de la Russie dans la région.

Pierre RAZOUX

Directeur du domaine « Questions régionales Nord »

4-6 septembre : Convention de Wargaming Connections UK.



Du 4 au 6 septembre 2018, Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a participé à la 6^e convention internationale de wargaming professionnel – *Connections UK* – qui s'est déroulée au département des *War Studies* du King's College de Londres. Cette rencontre de haut niveau a réuni 200 des meilleurs professionnels du secteur et a permis de faire connaître l'atelier wargaming stratégique de l'IRSEM, de même que les multiples initiatives émergeant en France dans ce domaine, préparant ainsi la première grande convention française de wargaming professionnel qui se déroulera à l'École militaire le 3 décembre 2018 (à laquelle l'IRSEM est associé). Bien que dominée par les délégations anglo-saxonnes et notamment celle des États-Unis où le wargaming est une activité en pointe très soutenue par le Pentagone et les think tanks, cette convention a

permis aux délégations française, suédoise et japonaise (NIDS) de faire valoir leur intérêt marqué pour cet outil pédagogique et prospectif. Nul doute que les tensions en Baltique, en Arctique et en mer de Chine expliquent la présence d'excellents experts suédois et japonais. Les participants ont pu partager leur expertise et leurs meilleures pratiques de manière à renforcer les synergies dans un domaine qui manque singulièrement de gouvernance (hormis aux États-Unis).

Pierre RAZOUX

Directeur du domaine « Questions régionales Nord »

4 septembre : Lancement du rapport conjoint CAPS-IRSEM, *Les Manipulations de l'information*.



Le 4 septembre dernier, l'IRSEM et le CAPS (Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) ont officiellement présenté leur rapport conjoint sur les manipulations de l'information, à l'École militaire, devant un amphithéâtre Foch comble de près de 600 participants ([voir l'album photos](#)). Cette conférence ouverte par Florence PARLY, ministre des Armées, a indéniablement constitué un temps fort de la rentrée de notre Institut. Elle a permis de revenir sur la question cruciale de la désinformation qui est au cœur des débats politiques, quoique plus ancienne que l'actualité récente peut le laisser supposer.

Aujourd'hui, l'importance prise par ce phénomène tient notamment à « l'avènement des nouvelles technologies [...] qui donne à la manipulation de l'information une ampleur nouvelle, et si grande que ce sont des sociétés entières et des systèmes politiques qui peuvent être bousculés », comme l'a rappelé Florence PARLY dans son allocution d'ouverture. Cette dimension sans précédent a tendance à estomper la frontière entre l'information, à proprement parler, et la désinformation, à un tel

point que cette pratique s'avère une arme « insidieuse » et « ironique ». Elle contribue à l'extension du champ de bataille dans le domaine informationnel et constitue « une agression envers la liberté », en tant que « nouveau visage de la propagande ».

Ce constat implique des réponses fermes, en particulier institutionnelles, avec le concours des services compétents qui seront en mesure « de pénétrer le champ des perceptions et de contrer les attaques de nos adversaires ». Ces derniers devront également faire face à « notre détermination à innover ». En effet, la ministre a insisté sur l'importance des idées nouvelles qui émergeront, « tant légalement que technologiquement ». À cet égard, il faut souligner la prise de conscience des médias « qui s'organisent pour mettre en place des organes de certification ou de *fact checking* ». Enfin, Florence PARLY a mis en exergue le rôle central des partenariats dans le combat à mener contre le mensonge, avec les acteurs privés et internationaux, mais aussi avec la Russie.

Composante essentielle de notre paysage stratégique, la manipulation de l'information se trouve au cœur des enjeux de nos démocraties, ainsi que le souligne le rapport CAPS-IRSEM. Cependant, en dépit des menaces que ce phénomène fait peser sur la liberté d'informer, cette dernière reprendra ses droits et « la frontière entre la réalité et l'imaginaire se rétablira », a conclu la ministre des Armées avant de recevoir le rapport en mains propres.

Cet événement s'est ensuite poursuivi par l'intervention conjointe de Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM, et de Marine GUILLAUME, chargée de mission au CAPS, qui ont présenté le rapport et son articulation. Dans un premier temps, ils sont revenus sur la terminologie employée qui substitue à « la notion trop vague et polémique de *fake news* celle, plus précise, de manipulation de l'information ». Dans un deuxième temps, ils ont expliqué l'angle d'approche de l'étude qui s'intéresse « aux manipulations de l'information d'origine étatique et visant à fragiliser ou à déstabiliser le débat démocratique dans d'autres États ». Les auteurs ont enfin mis en lumière les différentes grandes parties qui structurent le document, à savoir, les causes, les acteurs, les réponses et les défis futurs, complétées par 50 recommandations.

Cette introduction a été enrichie d'une table ronde, en présence du député Bruno STUDER, du diplomate Manuel LAFONT RAPNOUIL (directeur du bureau de Paris ECFR), de Camille FRANÇOIS (ex-Google et directrice de la recherche chez Graphika, New York) et de Grégoire LEMARCHAND (rédacteur en chef adjoint à l'AFP),

modérée par Alexandre ESCORCIA (directeur adjoint du CAPS et co-auteur du rapport). Celle-ci a permis d'approfondir les notions autour des manipulations de l'information selon différentes approches, avant d'ouvrir le débat à l'audience.

Hélène ROLET
Chargée de communication

24 septembre : Séminaire « Les usages des drones en OPINT ».



Océane ZUBELDIA a organisé avec le domaine (AED), le lundi 24 septembre au matin, un séminaire fermé sur « Les usages des drones en OPINT » qui s'est déroulé à l'IRSEM en salle Saint-Exupéry avec le Centre de recherche de l'école des officiers de la gendarmerie nationale (CREOGN).

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Article « *Rolling Thunder* ou le recours à la force armée selon Washington », *Penser les ailes françaises : La tribune de l'air et de l'espace*, n° 36, La campagne aérienne, 2018, p. 66-77.



Camille BOUTRON

- Présentation (en espagnol) de la communication « De guerrillera à citoyenne : les défis de la réintégration des femmes ex-combattantes en Colombie », congrès organisé

conjointement par l'International Studies Association et la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, Quito, 25 au 27 juillet 2018.

- Publication : « [La participation des femmes aux luttes armées. Pour un renouvellement des approches de l'acteur combattant](#) », *Note de recherche* de l'IRSEM n° 60, 25 juillet 2018.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Débat : Pour ou contre l'interdiction des armes nucléaires, Université d'été du Réseau nucléaire et stratégie, nouvelle génération (RNS-NG), 6 juillet 2018.

- Participation à un atelier de réflexion sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), King's College, Londres, 12 juillet 2018.



François DELERUE

- La Fondation Calamendrei de Rome a décerné à François DELERUE le [Prix Vittorio Frosini](#) (*ex aequo*) pour son doctorat sur le droit international applicable aux cyberopérations.

- Intervention dans le cadre du [Sub-regional Training on the role of ICTs in the context of regional and international security](#) organisé par l'OSCE, Bucarest, Roumanie, 27-28 juin 2018.

- Publication : « [Le droit international dans la Stratégie nationale de la cyberdéfense](#) », *Note de recherche* de l'IRSEM n° 58, 11 juillet 2018.

- Publication : « [Cyberopérations et droit international. De l'opportunité de saisir la Commission du droit international des Nations unies de la question du droit international applicable aux cyberopérations](#) », *Note de recherche* de l'IRSEM n° 59, 17 juillet 2018.

- Intervention sur le droit international applicable aux cyberopérations en temps de paix, Conférence LEGAD 2018, 26 septembre 2018.



Pierre HAROCHE

- Conférence annuelle de l'UACES (University Association for Contemporary European Studies), présentation d'un papier sur le Fonds européen de la défense, Bath, Royaume-Uni, 2 au 5 septembre 2018.

- Conférence annuelle de l'EISA (European International Studies Association) : présentation de deux papiers sur le Fonds européen de la défense et sur les approches réalistes de l'intégration européenne, Prague, République tchèque, 12 au 15 septembre 2018.

- Conférence « L'Europe écartelée ? La défense européenne entre flanc Est et crises du Sud », Institut français de Vilnius, Lituanie, 20 septembre 2018.

- Conférence sur le même thème, Académie militaire de Lituanie, 21 septembre 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Parution : « Penser la guerre » *in* Bruno CABANES (dir.), *Une histoire de la guerre. XIX^e-XXI^e siècle*, Éd. du Seuil, 2018, chroniqué dans *Le Monde*, *Le Point*, France inter, France Culture...

- Président du jury de soutenance de la thèse de Paul SOYEZ, « L'Australie et la France, une stratégie de renforcement mutuel. Deux puissances moyennes face aux enjeux du Pacifique et du monde » (Sorbonne Université), 3 juillet 2018.

- Visite du Centre de recherche de l'École de l'air, Salon-de-Provence, 11 juillet 2018.

- Conférence citoyenne sur l'Europe de la défense, Charny, Yonne, 18 juillet 2018.

- Membre du jury du prix de thèse de la Chancellerie des Universités de Paris, 4 septembre 2018.

- Président du jury de soutenance de la thèse de Colombar LEBAS « La dialectique ambiguë de la puissance » (Université Paris 2), 11 septembre 2018.

- Rapporteur du jury de soutenance de la thèse de André-Michel BERTHOUX, « L'art de l'État selon Machiavel » (Université de Montpellier), 21 septembre 2018.

- Présidence d'une table ronde lors du colloque annuel des doctorants du Service historique de la défense, 25 septembre 2018.

- Participation au Mooc « Questions stratégiques » du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique (CSFRS), 26 septembre 2018.



Barbara JANKOWSKI

- Publication (en codirection avec Amélie ZIMA) : « [France and Poland Facing the Evolution of the Security Environment](#) », Étude de l'IRSEM n° 59, juillet 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- « The Fight Against Information Manipulation: The French Experience », Workshop on Disinformation, Online Falsehoods and Fake News, organized by the Centre of Excellence for National Security (CENS), S. Rajaratnam School of International Studies, Nanyang Technological University, Singapour, 25 juillet 2018.

- Participation in the Cabinet retreat of the Canadian Government, Nanaimo, BC, Canada, 21-23 août 2018.

- Publication (en codirection avec A. ESCORCIA, M. GUILLAUME et J. HERRERA) : *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018.

- Interview sur les manipulations de l'information, *Yomiuri Shimbun* (読売新聞), Japon, 23 août 2018 (traduit en anglais dans *The Japan News* du 4 septembre 2018).

- Présentation en avant-première du rapport CAPS-IRSEM sur les manipulations de l'information à la XXVI^e Conférence des Ambassadeurs et des Ambassadrices, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Paris, 28 août 2018.

- Lancement du rapport CAPS-IRSEM sur les manipulations de l'information, en présence de Florence PARLY, ministre des Armées, amphithéâtre Foch, École militaire, Paris, 4 septembre 2018.

- Présentation du rapport CAPS-IRSEM sur les manipulations de l'information, Université Paris-2 Panthéon-Assas, Paris, 10 septembre 2018.

- Interview sur les manipulations de l'information, *La Voix du Nord*, 11 septembre 2018.

- Rochambeau Dialogue (French-American Strategic Dialogue), Pell Center, Salve Regina University, Newport, RI, États-Unis, 16-18 septembre 2018.

- Panel « How can we make our democracies resilient against disinformation? », French Series – Disinformation & Democracies, ambassade de France aux États-Unis, Washington DC, États-Unis, 26 septembre 2018.

- Panel « Threats – Fake Identities, Fake News & Social Networks », French-American Cyber Security Conference, Washington DC, États-Unis, 26 septembre 2018.



Angélique PALLE

- Parution : Notices « échelles » et « énergie » in Yann RICHARD et Nora MAREI (dir.), *Dictionnaire de la régionalisation du monde*, Atlande, 2018, 352 p.

- Conférence : Géopolitiques de Nantes, panel « Les nouvelles routes de la soie », 28 et 29 septembre 2018.

- Publication : « [Vulnérabilité et protection des réseaux électriques. Approches comparées Union européenne – États-Unis](#) », *Note de recherche de l'IRSEM n° 62*, 28 septembre 2018.



Maud QUESSARD

- Publication : « Les diplomaties de l'entertainment », chapitre 19 in Thierry Balzacq, Frédéric Charillon, Frédéric Ramel, *Manuel de diplomatie*, coll. « Relations internationales », Paris, Presses de Sciences Po, août 2018.

- Avec David Haglund, « [How the West Was One: France, America, and the "Huntingtonian Reversal"](#) », *Orbis Journal of World Affairs*, FPRI, 1^{er} septembre 2018, édition en ligne.



Pierre RAZOUX

- Embarquement à bord du *Dixmude* dans le cadre de la mission Jeanne d'Arc, du 28 juin au 7 juillet 2018, pour donner des conférences aux élèves officiers de marine, aux élèves commissaires et aux futurs officiers des affaires maritimes sur de nombreuses questions géopolitiques et historiques liées au Moyen-Orient.
- Article « Le dilemme des relations franco-iraniennes depuis 1979 », *La Revue des deux mondes*, septembre 2018, p. 22-30.
- Article « Strategic Wargaming is a useful tool to understand geopolitics in the Middle-East », in *Battles Magazine*, n° 12, Kamchatka Publishing, juillet 2018, p. 118-119.
- Interviews vidéo sur « [La guerre Iran-Irak](#) » et « [Les conflits au Moyen-Orient de 1990 à nos jours](#) », *Alinéa*, trictac.net, mis en ligne les 12 et 14 juillet 2018.
- Animation de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM, 19 juillet 2018.
- Interview vidéo sur « [Le Moyen-Orient : les clés de lecture d'une région en tension](#) » dans le cadre des grands entretiens Géostratégie du CSFRS.
- [Interview](#) pour le site américain *The Player Said* concernant son wargame stratégique *FITNA: The Global War in the Middle East*, 6 août 2018.
- Interview par Ariane LAVRILLEUX pour l'article « Pourquoi TRUMP veut briser le Rafale », *Le Point*, p. 49-51, 9 août 2018.
- Interview sur la [signification du musée de la résistance à Téhéran en souvenir du conflit avec l'Irak](#), *L'Express*, 18 août 2018.
- Interview par Armin AREFI sur les [tensions entre gouvernement iranien et faction ultra-conservatrice à Téhéran et leur impact sur la relation bilatérale](#), *Le Point*, 30 août 2018.
- Interview sur [l'enjeu des combats autour d'Idlib en Syrie](#), Radio France International (RFI), 31 août 2018.
- Participation à la convention internationale de wargaming professionnel *Connections UK*, département *War Studies*, King's College, Londres, 4 au 6 septembre 2018.

- Interview sur les [tensions dans le golfe Arabo-Persique et les menaces d'action militaire autour du détroit d'Ormuz](#), « Lignes de défense », Radio France International (RFI), 9 septembre 2018.
- Accueil de Sarah GRAND-CLÉMENT, responsable du pôle simulation-wargaming à la branche européenne de la RAND Institution à Cambridge (en vue de la préparation de la convention qui se tiendra sur ce sujet le 3 décembre prochain à l'École militaire, mais aussi en prévision d'actions futures dans ce domaine entre l'IRSEM et la RAND Europe), 21 septembre 2018.
- [Interview](#) au journal de 20 heures de *France 2 Télévision* et l'émission 19-20 de *France 3* pour décrypter l'attentat qui a frappé l'Iran le samedi 22 septembre 2018.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence : « Le Viêt Nam est-il encore un pays communiste ? », 30 ans de l'association APEL (Lorient-Viêt Nam), Lorient, 4-5 octobre 2018.
- Séminaire hebdomadaire « Géopolitique de l'Asie-Pacifique », MRIAIE, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.



Denis TULL

- Présentation « Intervention and its Discontents: The Uneasy Partnership Between Mali and the United Nations Stabilization Mission (Minusma) » lors du colloque « Security and Governance in the Sahel », CERISciencesPo/Northwestern University, Paris, 14 septembre 2018.



Amélie ZIMA

- Avec Barbara JANKOWSKI (dir.), « [France and Poland Facing the Evolution of the Security Environment](#) », *Étude* de l'IRSEM n° 59, 2018.
- « NATO after the Warsaw Summit: Back to Basics? », in Barbara JANKOWSKI & Amélie ZIMA (dir.), « France and Poland Facing the Evolution of the Security Environment », *Étude* de l'IRSEM n° 59, 2018, p. 55-66.
- « [L'atlantisme polonais : d'inconditionnel à raisonné ?](#) », dossier n° 74 « Où vas-tu Pologne ? », *Regard sur l'Est*, 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Fabio MARIANI, Marion MERCIER et Thierry VERDIER,
« [Diasporas and conflict](#) », *Journal of Economic Geography*, n° 18, 2018, p. 761-793.

Les auteurs proposent un modèle théorique éclairant la relation entre diaspora – dispersion des membres d'un groupe en dehors de leur pays d'origine – et conflits dans le pays d'origine. L'article commence par un rappel du rôle actif des diasporas dans différents conflits civils : par exemple la guerre civile au Sri Lanka entre 1983 et 2009, ou encore le soutien de la communauté irlandaise expatriée aux États-Unis à l'IRA (Armée républicaine irlandaise). Le modèle développé montre d'abord que, mécaniquement, une diaspora plus nombreuse correspond à un groupe d'origine de taille plus faible, dont la capacité à construire une armée est moindre. En même temps, le soutien financier de la diaspora peut se traduire par deux effets : une escalade de la violence via le renforcement des moyens d'action du groupe d'origine, ou, au contraire, une pacification si ce renforcement dissuade le groupe ennemi d'entrer en guerre. Ainsi, si les affrontements n'ont pas encore débuté, une diaspora de taille importante peut réduire la probabilité que le conflit éclate. Ce travail de recherche constitue une pièce supplémentaire du puzzle des causes des conflits et de leur intensité.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

Giacomo DE LUCA, Petros G. SEKERIS et Juan F. VARGAS,
« [Beyond divide and rule: Weak dictators, natural resources and civil conflict](#) », *European Journal of Political Economy*, n° 53, 2018, p. 205-221.

Cet article traite du lien entre les ressources naturelles et l'occurrence de conflits civils dans les pays autocratiques – c'est-à-dire les régimes politiques dans lesquels le pouvoir est détenu par un seul homme. Dans un premier temps, les auteurs proposent un cadre théorique débouchant sur deux prédictions : i) les autocraties richement dotées en ressources naturelles (RN) sont plus en proie à des conflits civils (« malédiction des RN ») et ii) ces conflits sont plus probables lorsque les RN sont inégalement réparties entre des groupes ethniques clairement définis. Ces deux prédictions sont validées par une étude empirique sur la

période 1988-1999. Les auteurs montrent en particulier que la présence de pétrole et de diamants, l'existence de groupes ethniques ou encore la faiblesse militaire des autocrates sont des sources de conflits civils. Ainsi, un faible autocrate disposant d'un territoire richement doté en RN dispose d'une plus grande probabilité de connaître un conflit civil. Comme le suggère le cadre théorique des auteurs, ce phénomène est renforcé par une inégale répartition des RN entre les différents groupes ethniques.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

Joshua H. DASKIN et Robert M. PRINGLE, « [Warfare and wildlife declines in Africa's protected areas](#) », *Nature*, 553:7688, 2018, p. 328-345.

Une étude parue dans *Nature* analyse l'effet des conflits armés sur l'évolution de 253 populations de grands mammifères vivant dans des zones protégées en Afrique. Il s'agit de la première étude à grande échelle sur les effets de la guerre sur la biodiversité. Jusqu'à présent, les études sur la question analysaient des pays uniques sur des périodes courtes, avec parfois des résultats contradictoires liés aux effets ambigus des guerres : si le déploiement de troupes et l'usage de matériel militaire est nocif à court terme, certaines études documentent des externalités positives via la diminution de l'activité humaine et de la production industrielle dans les zones affectées. Cette étude, menée sur la période 1946-2010 et incluant une cinquantaine de pays, confirme que les conflits armés nuisent clairement à la biodiversité : la fréquence des conflits entraîne la décroissance des populations dans les zones analysées. Cet effet ne dépend pas de l'intensité du conflit (même un conflit mineur peut avoir des conséquences délétères) et est plus fort que ceux de la densité de population, du climat, de l'urbanisation et de la présence d'industries extractives. Cependant, les conflits n'entraînent pas l'extinction des populations, ce qui suggère la possibilité d'une récupération post-conflit.

Sophie PANEL
Postdoctorante

QUESTIONS RÉGIONALES SUD

Stabilisation Unit, *Elite Bargains and Political Deals*, avril 2018.

L'unité de stabilisation en Grande-Bretagne, qui est la coordination intégrée des activités du gouvernement pour ses activités dans des pays touchés par des conflits, vient de publier les résultats d'une vaste enquête sur l'efficacité des interventions dans des conflits armés. L'étude établit un cadre pour l'analyse des négociations entre élites et la compréhension de la manière dont les interventions diplomatiques, sécuritaires, économiques et de justice transitionnelle peuvent les affecter, ainsi que les voies de sortie d'un conflit violent. Il décrit les formes de violence qui entourent les processus de négociation, et comment les ressources, les rentes et les degrés d'inclusion et d'exclusion peuvent influencer sur les pactes entre adversaires. En insistant sur le rôle prépondérant des élites et les configurations de pouvoir au-delà des accords de paix formels, l'étude remet en question certaines des approches existantes utilisées pour tenter de mettre fin aux conflits violents. En plus des rapports de synthèse, l'enquête comprend 18 études de cas, notamment en Afrique (RDC, Mali, Mozambique, Libye, etc.) et l'Asie (Vietnam, Indonésie, Philippines, etc.).

Denis TULL
Chercheur Afrique

Smruti PATTANAİK (membre de l'Institute for Defence Studies and Analysis), Conférence « India's response to China's Belt and Road Initiative in South Asia », Asia Centre, New Delhi, 18 septembre 2018.

Smruti PATTANAİK a commencé par souligner qu'une aide, telle que celle fournie par la Chine en Asie du Sud dans le cadre de la « Belt and Road Initiative » (BRI), n'est jamais gratuite. Elle s'accompagne d'attentes du donneur, et correspond à une projection de pouvoir, ou vient en soutien à un régime. PATTANAİK prévoit que plus la Chine investira dans la région, plus elle aura un intérêt à préserver les régimes en place. Dans ce contexte, une évolution dans le comportement chinois est perceptible : depuis les années 2000, la Chine a fait comprendre à l'Inde qu'elle n'accepterait plus que cette dernière s'ingère dans les affaires intérieures de ses voisins (cf. le cas récent des Maldives). Toutefois, si la Chine tient un discours de non-interférence, d'égalité et de souveraineté avec ses

petits voisins, ce qui doit participer à lui donner une image bénigne, elle-même ne suit pas toujours le principe de non-interférence (cf. au Népal et au Sri Lanka).

L'Inde a fait évoluer sa politique d'aide régionale, notamment en passant de traités de paix et d'amitié à des traités de partenariats économiques. Elle a aussi changé le management interne de cette aide. L'efficacité de cette dernière souffre toutefois encore de contraintes internes de coordination, et l'Inde reste encore souvent perçue comme hégémonique et capable d'intervenir dans son voisinage quand elle le veut.

Raphaëlle KHAN
Chercheur Sous-continent indien

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

« Top Down or Bottom Up? Public Control of the Armed Forces in Post Soviet Russia », *Armed Forces & Society*, 10 mai 2018.

Dans cet article, Nadja DOUGLAS, chercheur au *Centre for East European and International Studies* de Berlin, analyse les relations contemporaines entre les acteurs civils et les structures de pouvoir de l'État, en l'occurrence l'institution militaire de la Fédération de Russie. Elle met l'accent sur les interactions complexes entre les formes étatiques de contrôle des forces armées et le contrôle exercé par les acteurs de base. L'hypothèse sous-jacente est qu'une institutionnalisation du contrôle des structures de pouvoir de l'État est en cours en Russie. L'auteur cherche à comprendre si ce processus est descendant ou ascendant, comment le contrôle public en tant que « devoir civique » peut être caractérisé et quelles en sont les implications pour l'activisme civique russe en général.

Barbara JANKOWSKI
Chercheur Sociologie des forces armées

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

Military Cultures
in Peace
and Stability
Operations
Afghanistan and Lebanon



Chiara Ruffa

Chiara RUFFA, *Military Cultures in Peace and Stability Operations. Afghanistan and Lebanon*, University of Pennsylvania Press, 2018, 204 p.

Fin 2017, les Nations unies déployaient à elles seules 110 000 militaires de 122 pays dans quinze opérations de maintien de la paix dans le monde.

Les soldats qui participent à ces missions sont non seulement responsables de la mise en œuvre des opérations de maintien de la paix ou de stabilité, mais ils ont également une influence sur leurs objectifs et sur leur impact. Pourtant, nous en savons étonnamment peu sur les facteurs qui influencent le comportement des militaires. La question est d'autant plus cruciale que, déployés dans les mêmes missions et dans des conditions similaires, des contingents de nationalités différentes affichent des différences significatives et systématiques dans leurs modes opératoires sur le terrain. Dans son ouvrage, Chiara RUFFA, maître de conférences au Département sécurité, stratégie et leadership de l'Université de défense de Stockholm, conteste l'idée largement répandue que les contingents militaires, quelle que soit leur origine, appliquent les mandats de la même manière. Elle soutient au contraire que la culture militaire – l'ensemble des attitudes, des valeurs et des croyances transmises à travers les générations – influe sur le comportement des soldats au niveau tactique. Lorsque les militaires participent à des missions extérieures, ils sont généralement déployés avec leurs unités d'origine et lorsqu'une unité part en mission elle y emporte sa culture militaire. En enquêtant sur l'origine de la culture militaire, Chiara RUFFA analyse pourquoi les unités militaires se conduisent comme elles le font.

Chiara RUFFA a été intégrée entre 2007 et 2014 dans des unités françaises et italiennes déployées dans deux types d'opérations de paix et de stabilité : la Force intermédiaire des Nations unies au Liban et la mission de l'OTAN en Afghanistan. Sur la base de plusieurs centaines d'entretiens, elle a constaté que les unités françaises accordaient la priorité aux patrouilles avec un degré élevé d'armement et de protection individuels (gilets pare-balles), les unités italiennes mettaient davantage l'accent sur l'aide humanitaire. Elle conclut que les relations armées-sociétés et les croyances en vigueur concernant l'emploi de la force dans le pays d'origine des unités ont

un impact sur la culture militaire, les perceptions et les comportements des soldats, et donc sur leur capacité à maintenir la paix.

Barbara JANKOWSKI

Chercheur Sociologie des forces armées



Olivier SCHMITT, *Allies that Count: Junior Partners in Coalition Warfare*, Georgetown University Press, 2018, 264 p.

Thème de recherche central en Relations internationales, les alliances ne suscitent jamais autant d'intérêt que lorsqu'il est question des conditions

de leur formation et de leur impact sur la stabilité des relations entre États. D'autres aspects les concernant demeurent toutefois méconnus, et c'est précisément l'un d'entre eux qu'Olivier SCHMITT examine avec *Allies that Count: Junior Partners in Coalition Warfare*, à savoir l'utilité de la contribution des partenaires juniors au sein des coalitions militaires.

Il serait exagéré de dire que la question de l'importance de ces acteurs secondaires, c'est-à-dire tout État autre que l'État principal au sein de la coalition, avait été jusque-là complètement ignorée. Néanmoins, les coûts et bénéfices attachés à leur ralliement avaient tendance à être dépeints de manière sommaire. D'un côté, l'agrégation d'un allié augmenterait les capacités militaires de la coalition, et surtout sa légitimité. De l'autre, cela complexifierait la conduite de la guerre, du fait de contraintes accrues d'un point de vue politique et pratique.

Le premier intérêt de cet ouvrage est de tordre le cou à cette thèse. La légitimité d'une coalition n'est pas fonction du nombre de ses participants. La position de ces derniers dans le système international est à cet égard bien plus éclairante. À lui seul, cet élément est suffisant pour que l'on puisse parler d'utilité. À défaut, l'allié en question devra combiner intégration et qualité d'un point de vue technologique. D'autres facteurs potentiellement générateurs d'utilité sont également à prendre en compte. Vis-à-vis de la légitimité et donc de l'utilité politique de l'allié : son bon comportement, notamment du point de vue du droit international humanitaire ; vis-à-vis de son utilité militaire : sa réactivité et sa compétence.

Sensible au contexte, l'auteur fait le choix, justifié d'un point de vue méthodologique, de limiter ses conclusions à la période post-guerre froide, que caractérisent la prévalence de la puissance américaine, le poids des normes

libérales, et l'importance de la technologie. Si la portée de la thèse de l'auteur s'en trouve nécessairement amoindrie, elle gagne en précision et en robustesse. Rigoureuse et fort bien documentée, l'enquête que conduit SCHMITT l'amène à combiner approche quantitative et qualitative. L'auteur n'en est que plus convaincant lorsqu'il affine, voire réfute, un certain nombre d'idées reçues, produisant *in fine* une recherche qui parvient à combler les lacunes à propos d'un sujet dont on ne peut que s'étonner de la faible exploration tant il est au cœur d'enjeux politiques et stratégiques contemporains cruciaux.

Élie BARANETS
Postdoctorant



Marie-Sybille de VIENNE, *Thaïlande, une royauté bouddhique aux XX^e et XXI^e siècles*, Les Indes savantes, 2018, 231 p.

Premier opus d'une trilogie portant sur les royautés contemporaines en Asie du Sud-Est (Cambodge, Malaisie et Thaïlande), l'ouvrage de Marie-Sybille

de VIENNE, professeure d'histoire économique et de géopolitique à l'INALCO, dresse avec précision un panorama de l'histoire thaïlandaise, du premier roi de la dynastie CHAKRI jusqu'à nos jours, au prisme de sa Couronne.

Dans sa partie historique, l'auteur met en avant la lente émergence de l'institution royale comme élément central du jeu politique thaïlandais depuis le début du XX^e siècle. Fondant sa légitimité sur le bouddhisme et la modernisation du pays, la royauté a connu une période de reflux de ses prérogatives suite à l'instauration de la monarchie constitutionnelle en 1932. Ce n'est que le conflit entre démocrates et militaires après la Seconde Guerre mondiale qui lui a permis de trouver un espace politique. Cette tendance a été amplifiée par la politique du maréchal SARIT (1957-1963) qui, suite au coup d'État de 1957, revivifia la place de la Couronne dans l'appareil d'État. Cette politique restaura le prestige et l'aura du roi tel que nous les connaissons aujourd'hui.

En inventoriant le profil biographique des membres du Conseil privé du roi, Marie-Sybille de VIENNE offre aux lecteurs un portrait précis des élites thaïlandaises. Aussi, depuis 1949, la part de militaires et de magistrats reste relativement stable au sein de cette institution, contrairement à la parentèle royale. C'est d'ailleurs de ces deux corps que proviennent les cinq nouveaux entrants au Conseil nommés par le roi VAJIRALONGKORN suite à son

couronnement le 1^{er} décembre 2016. Cette analyse biographique développée par l'auteur s'étend au Bureau des propriétés de la Couronne (CPB), ce qui permet de dessiner les contours des réseaux économiques de la royauté. Les administrateurs des biens royaux se retrouvent dans tous les conseils d'administration des grandes entreprises thaïlandaises, quand celles-ci ne sont pas détenues par le CPB comme la Siam Cement Company ou la Siam Commercial Bank.

L'auteur se penche également sur les dynamiques internes à l'armée de terre. Depuis 1932, un lien fort unit la Couronne et les militaires, la première légitime par sa reconnaissance les coups d'État des seconds. Ils se sont également hissés au rang de protecteurs et « restaurateurs » de la royauté suite à la politique de revivification royale du maréchal SARIT. Tout cela explique la place importante qu'occupent les officiers dans les réseaux de la Couronne. Toutefois, comme l'analyse Marie-Sybille de VIENNE, leur engagement en politique s'est progressivement délité depuis la fin des années 1980 ; ils ne représentaient plus que 2 % des députés avant le coup d'État de 2014. Il en va de même dans le domaine économique : depuis la fin des années 1990, l'armée de terre a vu son poids s'amoindrir dans la gestion économique du pays, au profit de son traditionnel concurrent qu'est la police. C'est cet élément qui a nourri une frustration grandissante parmi les militaires et leur ambition de reprendre en main la destinée de la Thaïlande. Ce phénomène, associé parallèlement à un désinvestissement de la Couronne du jeu politique, à la montée des inégalités et au mysticisme de la population, explique selon l'auteur la crise politique qui traverse le pays depuis près de dix ans.

Pour comprendre le coup d'État de mai 2014 et la répression qui l'a suivi, et surtout les enjeux des élections législatives à venir l'année prochaine, l'ouvrage de Marie Sybille de VIENNE s'avère des plus utiles. L'arrivée sur le trône du longtemps controversé VAJIRALONGKORN fait entrer la royauté thaïlandaise dans une longue période de transition. Celle-ci pourrait se révéler d'autant plus difficile que l'aura de son prédécesseur BHUMIBOL n'est pas éternelle.

Victor GERMAIN
Assistant de recherche



Élie BARANETS, *Comment perdre une guerre. Une théorie du contournement démocratique*, CNRS éditions, collection « Guerre et stratégie », Paris, 2017.

Le titre de l'ouvrage d'Élie BARANETS est intrigant. Il est pourtant fidèle à son contenu : l'auteur nous y livre sa vision

de la manière dont les démocraties peuvent perdre une guerre qui les oppose pourtant souvent à des pays militairement moins développés. Une démocratie perdrait une guerre dès lors qu'elle « contourne » ses principes démocratiques. Par contournement démocratique, l'auteur entend une tromperie de la part de l'exécutif visant à minorer les objectifs de guerre auprès du public.

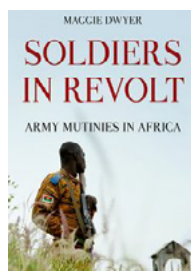
Le contournement mène à la défaite militaire en raison de l'enchaînement de cinq « séquences ». Tout d'abord, les mesures prises par l'exécutif pour camoufler le contournement vont engendrer des restrictions dans l'engagement militaire (impératifs de discrétion et de prudence d'opérations militaires qui ne sont pas censées exister aux yeux de l'opinion publique). Cette restriction de l'engagement implique des difficultés militaires sur le terrain (2^e séquence) qui vont conduire à une contestation de la guerre par la population (3^e séquence). En effet, ces difficultés sont amenées à être rendues publiques et à se traduire par des pertes humaines qui sont difficilement acceptées par l'opinion publique. La contestation va se traduire des manifestations et des dissensions importantes au sein des acteurs politiques. Dans la 4^e séquence, la contestation populaire tend à son tour à restreindre les capacités d'engagement des démocraties en guerre, car les dirigeants cherchent à éviter l'opposition politique pour mener à bien leur programme politique. Le cercle vicieux « contestation – restrictions dans l'engagement – difficultés militaires » s'engage donc et s'autorenforce jusqu'à engendrer la défaite de la démocratie (5^e séquence). Ainsi, les démocraties perdent les guerres dès lors qu'elles contournent leurs propres principes en trompant le public sur les véritables objectifs de l'engagement militaire.

Pour illustrer cette thèse liant déficit démocratique et défaite militaire, l'auteur développe deux études de cas passionnantes : la défaite américaine au Vietnam (chapitres 4 et 5) et la guerre Israël-Liban de 1982 (chapitres 6 et 7). Dans le premier cas, le président JOHNSON a caché l'ampleur de l'engagement américain pour promouvoir sa réforme de la « Grande société ». Dans le second, le ministre de la Défense SHARON évoquait une simple

protection des frontières lors de l'opération « paix en Galilée ». Dans ces exemples, l'auteur montre en quoi le contournement démocratique a mené ces deux démocraties à la défaite.

Pour conclure, si cet ouvrage explore l'existence du mécanisme du contournement démocratique menant les démocraties à la défaite militaire, il en demeure très accessible (le chapitre 2 est une synthèse des principaux travaux sur les démocraties en guerre) et riche de détails historiques qui séduiront les passionnés d'histoire.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense



Maggie DWYER, *Soldiers in Revolt: Army Mutinies in Africa*, Oxford University Press, 2017.

Soldiers in Revolt est un livre qui remplit une lacune dans les études sur les armées en Afrique. Alors que la plupart des recherches sont centrées sur les relations civilo-militaires ou la haute hiérarchie dans les armées – les deux souvent dans le cas de coups d'État – l'étude examine les mutineries, définies comme des actes d'insubordination collective, dans lesquelles des troupes et des sous-officiers se révoltent contre leur autorité. En général, les mutinés ne cherchent pas à prendre le pouvoir, mais dénoncent leurs conditions de travail, les salaires, des injustices et la corruption interne à l'armée. Par cette approche, DWYER porte un regard novateur sur le fonctionnement interne des armées, notamment à travers trois études de cas de l'Afrique de l'Ouest : la Sierra Leone, le Burkina Faso et la Gambie. DWYER démontre que la mutinerie, plus qu'une simple incidence d'indiscipline, est une tactique assez répandue, une forme de communication entre les soldats et la haute hiérarchie quand des problèmes internes n'ont pas été traités par la chaîne de commandement normale. Fait intéressant, DWYER observe qu'un bon nombre de mutineries sont lancées au retour des soldats après des missions onusiennes de maintien de la paix.

Denis TULL
Chercheur Afrique

À VENIR

5 octobre : Séminaire « Le temps et l'espace : peut-on parler de guerre première ? » à l'amphithéâtre Louis de l'École militaire. [Inscription gratuite obligatoire.](#)

La guerre, le temps et l'espace.
Systèmes de pensée et expériences

Peut-on parler de « guerre première » ?

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Séminaire
École militaire

17h30 - 19h30

Inscription obligatoire

Vendredi 5 octobre 2018

AEGES ASSOCIATION POUR LES ÉTUDES SUR LA GUERRE ET LA STRATÉGIE

5 octobre : Séminaire « TRUMP's America and the World: The Perils of a US Disengagement from Global Politics » : rencontre à l'École militaire avec Stephen G. BROOKS, organisée par Pierre HAROCHE. [Inscription gratuite obligatoire.](#)

Trump's America and the World:

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Séminaire
Vendredi 5 octobre 2018

École militaire
10h30 - 12h30

Inscription obligatoire

Organisé par Pierre HAROCHE

The Perils of US Disengagement from Global Politics

Stephen G. Brooks
Professor of Government at Dartmouth

America Abroad
The United States' Global Role in the 21st Century

STEPHEN G. BROOKS
WILLIAM C. WOHLFORTH
WITH A NEW PREFACE

11 octobre : Visite de la ministre indienne de la Défense.

Conférence de la ministre indienne de la Défense

Madame Nirmala Sitharaman

रक्षा मंत्रालय
MINISTRY OF DEFENCE

Jeudi 11 octobre 2018
14h30 - École militaire
Inscription obligatoire

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE

17 et 18 octobre : L'IRSEM et la Chaire Raoul-Dandurand (UQAM) organisent au sein de l'École militaire à Paris, un colloque international intitulé « Les États-Unis : une puissance en transition ? L'Amérique de TRUMP et les enjeux stratégiques américains pour 2020 ». [Inscription gratuite obligatoire.](#)

Les États-Unis : une puissance en transition ?

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

L'Amérique de Trump et les enjeux stratégiques américains pour 2020

Colloque international

Inscription obligatoire

École militaire

17-18 octobre 2018

23 octobre : Séminaire maritime « L'espace indo-pacifique, enjeux maritimes, état des flottes et des stratégies en présence » à l'amphithéâtre Lacoste, organisé par Marianne PÉRON-DOISE.

25 octobre : Lancement de l'ouvrage collectif, sous la direction de Benoît PELOPIDAS et Frédéric RAMEL, *L'Enjeu mondial, Guerres et conflits au XXI^e siècle* (Presses de Sciences Po). Il sera présenté par Benoît PELOPIDAS et Daniel DEUDNEY, dans l'amphithéâtre De Bourcet, École militaire, 9h.

25 octobre : Forum « Économie de la défense et des conflits » de 9h à 18h à l'ENSTA ParisTech. Cette journée d'étude rassemble des chercheurs du monde académique et opérationnel autour quatre thèmes : les exportations d'armes, le lien entre ressources naturelles et conflits, les évolutions du marché de la défense et la lutte contre le terrorisme. Cette journée est organisée conjointement par l'IRSEM et par l'Unité d'économie appliquée de l'ENSTA ParisTech, avec le soutien de la DGA.

3 décembre : [Découvrez les serious games à l'École militaire](#). Avec le soutien de l'IRSEM, l'association Serious Games Network — France organise le premier forum en France dédié aux usages du wargaming pour les secteurs de la défense, du civil et de la recherche. Venez rencontrer un panel d'acteurs qui conçoivent et utilisent ces jeux de plateau faciles à mettre en œuvre et à produire, parfois avec un support numérique. Les débats vous donneront les clés pour découvrir, approfondir et mieux comprendre ces outils. Découvrez et participez à ces jeux sur des thèmes comme la défense et la sécurité, la gestion de crise, le cyber, la santé ou la stratégie d'entreprise.

Ce forum s'adresse aux institutions militaires, aux chercheurs, universitaires et étudiants, aux organismes publics (administrations centrales, collectivités territoriales, secteur santé), aux entreprises privées et associations désireuses de s'informer.

L'événement s'inscrit en partenariat avec Connections UK et The Connection Wargaming Conference US.



12 et 13 décembre 2018 : L'IRSEM et le CREC Saint-Cyr (le Centre de recherche des Écoles de Coëtquidan) organisent, au sein de l'École militaire à Paris, un colloque international intitulé « La sociologie militaire : un état des lieux ». [Inscription gratuite obligatoire](#).

